



# FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

*Membre de*

*l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP)*

10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS

Tél. : 01 46 34 21 50

[libre.pensee@wanadoo.fr](mailto:libre.pensee@wanadoo.fr) – <https://www.fnlp.fr>

## – COMMUNIQUÉ DE PRESSE –

***Par milliers, dans l'unité***

***Avec la Libre Pensée***

***Le 30 janvier 2021 dans tout le pays !***



### **A Bourg-en-Bresse (01)**

Intervention de la Libre Pensée de l'Ain lors de la manifestation du 30 janvier à Bourg-en-Bresse à l'appel des organisations membres du Collectif de l'Ain Stop Loi Sécurité Globale

Bonjour à tous,

Un collectif d'associations, comprenant entre autres la Ligue des droits de l'Homme, la Libre Pensée et SOS Racisme, invite le gouvernement, dans une tribune au « Monde », à ne pas jouer avec la République et par conséquent à retirer le projet de loi contre le séparatisme.

La Libre Pensée de l'Ain souhaite vous lire quelques extraits de cette Tribune. « En dépit de son titre, le projet de loi « confortant le respect des principes de la République » présenté par le gouvernement ne retient dans son texte aucune mesure positive en faveur de l'égalité des droits. Le pouvoir cherche au contraire à imposer sa vision de la République dans une approche exclusivement sécuritaire et répressive. Présentée par le Premier

ministre comme une loi de liberté, elle n'impose que des interdits, de nouveaux délits pénaux et des contrôles de toute la population.

Ce projet, dans la lignée d'autres tout aussi liberticides dont celui relatif à la sécurité globale, est dangereux car il franchit une ligne rouge en prenant le risque de rompre l'équilibre historique trouvé par les grandes lois laïques de 1882, 1901 et 1905.

Les principes fondamentaux posés de liberté d'instruction, de liberté des associations, de liberté de culte et de conscience seraient substantiellement modifiés par de nouvelles restrictions pour tous les salariés, parents, adhérents, membres d'association...

Nous ne pouvons imaginer que soit imposée à ces dernières l'obligation générale d'agir pour la « sauvegarde de l'ordre public » comme envisagée dans la charte d'engagement, dont la signature

conditionnerait toute subvention publique et qui est de nature à brider le rôle de contre-pouvoir qui leur revient dans une société démocratique.

Les mesures envisagées par le flou des obligations qui seraient créées ou par les contraintes posées ouvrent à l'arbitraire, aux discriminations et aux tensions.

En dépit de précautions formelles, ce projet porte en lui les germes de la division avec la stigmatisation de l'Islam et de ses pratiquants.

L'exposé des motifs est explicite, visant « un séparatisme » et « un entrisme communautaire » « pour l'essentiel d'inspiration islamiste » et ciblant en conséquence les structures d'exercice du culte et toutes les personnes de confession musulmane partout où elles sont.

Nous considérons que l'arsenal juridique aujourd'hui en vigueur est largement suffisant pour lutter efficacement contre le terrorisme, contre les intégrismes de tous ordres (...).

L'engagement de l'Etat pour le respect des principes de la République passe par un redéploiement des services publics qui ne

laisse aucun territoire, aucun quartier, aucune population de côté, et une action concrète globale contre les ghettos urbains qui

enferment et assignent à résidence.

Il n'y aura pas de mobilisation réelle contre les dérives sectaires sans une lutte (...) contre toutes les exclusions, les discriminations et le racisme. »

La Tribune se conclut par ses mots : « nous appelons solennellement le gouvernement à retirer ce projet de loi (...) »

La Libre Pensée de l'Ain reprend à son compte les propos tenus par les auteurs de cette Tribune.



Elle se prononce :

**Pour le retrait de la proposition de loi « Sécurité Globale »**

**Pour le retrait du projet de loi « Séparatisme »**

**Pour l'abrogation des décrets sur le fichage des militants. Contre toutes les mesures liberticides**

**Tous ensemble, tous ensemble, jusqu'au retrait des lois liberticides**



## **A Montluçon, à Moulins, à Vichy (03)**

90 à Montluçon, 80 à Moulins et aussi à Vichy, la Libre Pensée était aux cotés de : Amnesty International 03, Attac Vichy, CNT-SO 03, Confédération Paysanne

03, Europe Ecologie Les Verts 03, France insoumise 03, FSU 03, Libre Pensée 03, Ligue des droits de l'Homme Montluçon, Ligue de l'Enseignement 03, POI 03, République et

Socialismes 03, RESF 03, Solidaires Allier, UCL 03, UD FO 03.



## **A Digne (04)**

A l'appel de la coordination Marche des Libertés 04 : Ligue Droits de l'Homme Digne et Manosque, Libre pensée 04, ATTAC 04, AFPS 04, Comité 04 de résistance, Dusens?desarts !, labora'thoard, Gilets-Jaunes Casa, Extinctionrebellion, Les abeilles citoyennes, Grain de sable barcelo, ohé-débat, Manifestive, Confédération paysanne, Syndicat solidaires (SUD) , FSU, FNE

04, , FI 04, NPA, PCF, POI 04, PG 04, UPML,, PS 04, Unl 04, Eelv04, rejointe par la FNEC-FP-FO 04, s'est tenu le 5ème rassemblement suivi d'une manifestation en ville.



## A Nice et à Cannes (06)

Les libres penseurs étaient présents à Cannes avec leurs drapeaux au rassemblement devant la gare de Cannes. 80 présents environ, dont quelques jeunes. Nous avons distribué notre dépliant ainsi que quelques tracts "Sommes-nous libres ?" et avons fait une courte déclaration. A Nice, la présence de nombreux jeunes nous a permis de réunir une manifestation de 400 à 500 personnes. La Libre Pensée a pris la parole.



## A Aubenas, Annonay, Montélimar, Nyons (07/26)



## A Foix (09)

Nous étions entre 500 et 600 à l'appel des 2 collectifs, la LP étant partie prenante des deux appels.

Manif sous une pluie torrentielle, mais une manifestation réussie.



### A Troyes (10)

A l'appel de la CGT- FO- FSU- Solidaires- Ldh- Mrap- FI- Génération.s- PCF , soutenu par L'Union Départementale de l'Aube de la Libre Pensée devant la Préfecture.

### A Carcassonne (11)

Ont appelé et participé à la manifestation : la Libre Pensée 11, la Ligue des Droits de l'Homme, Europe Ecologie les Verts, les CLLR de Castelnaudary et Carcassonne, le POI de l'Aude, la FSU, Solidaires, la FNEC FP FO 11, la CGT Educ 11, Convergence Communiste 11, Le PCRF, Extinction Rebellion, Confédération Paysanne, Ensemble et le Collectif des Associations Citoyennes.



### Ales et à Marseille (13)

Pour Arles, plusieurs camarades du groupe Gracchus Babeuf d'Arles étaient présent au rassemblement co-appelé par : Union Locale CGT d'Arles, FSU Arles, RESF Arles, LDH Section d'Arles, ATTAC Arles, Section du PCF d'Arles, Groupe Gracchus Babeuf Libre Pensée Arles, SNJ



### A Angoulême (16)

Devant le palais de justice malgré la pluie, une prise de parole de la coordination + une prise de parole LDH sur la question des référés/ engagés dans l'Eure et au niveau national par les syndicats FO CGT et FSU. Avions envoyé le dernier communiqué Libre Pensée à la coordination qui semble s'en être inspiré.

### La Rochelle, Rochefort, Saintes (17)

Environ 250 personnes ce matin à La Rochelle. La Libre Pensée a pu intervenir à la suite de la CGT et de FO, puis ont pris la parole le Mouvement de la Paix, Sud et les Gilets Jaunes.



### A Dijon (21)

Nous marcherons le 30 janvier : pour le droit à l'information, contre les violences policières, pour la liberté de manifester, pour le respect de notre vie privée, pour nos libertés.

LDH, ATTAC, Amnesty International, OXFAM, SOS Racisme, CSF,CGT, FSU, MRAP, coordination Sud, MAN, Henri Barabant et Cercle Martinet Libre Pensée, MVT de la Paix, Amis de la Terre, ARAC21, Ligue de l'Enseignement, AFPS21, UJFP, NPA, ADH, Génération.s, PCF, LFI, POID, PS, Ensemble ! EELV



### A Guéret (23)



### A Evreux (27)

Ce matin, dans le cadre de l'appel des Unions Départementales de l'Eure de la CGT, de FO, de la FSU, de Solidaires, du Mouvement National des Lycéens, de la Libre Pensée et de la Ligue des Droits de l'Homme, des militants de la LP 27 étaient présents pour participer à la défense des libertés démocratiques et des droits sociaux. Pierre-Yves Germond, Président de la LP 27 a pris la parole en premier



### A Quimper et Quimperlé (29)

De nombreuses associations et syndicats composent le comité : UL CGT, CNT, UL FO, FSU, UL Solidaires, SNJ, AFPS de pays de Cornouaille, Anti fasciste du pays de Kemper, Arts et culture, Fraternité Quimper, LDH, Libre Pensée, Mouvement de la Paix, EELV, Ensemble, France Insoumise, PCF et NPA. Tous dénoncent « l'arsenal répressif et antidémocratique qui se met en place sous couvert de l'état d'urgence sanitaire » et appellent au « retrait pur et simple du projet de loi Sécurité globale » qui doit être examiné en mars par les sénateurs.

### A Toulouse (31)

Belle manifestation à Toulouse, pour les libertés et contre la loi de sécurité globale. La jeunesse est là. La Libre Pensée aussi.



### A Rennes (35)

Le rassemblement de Rennes ce jour a regroupé 300 personnes. La Libre Pensée est intervenue. Nous avons été filmés et la coordination rennaise doit faire le montage.

## A Lons-le-Saulnier (39)



## A Mont-de-Marsan (40)

A l'appel du Comité Landais qui regroupe pas moins de 14 associations et syndicats : la

Ligue des Droits de l'Homme, le MRAP, le Mouvement de la Paix, la Ligue de

l'Enseignement, la Libre Pensée, le Conseil Départemental des Associations Familiales

Laïques, l'Association Familiale Laïque du Marsan, le DAL (Droit au Logement), ATTAC

Marsan et côte Sud, le mouvement des jeunes landais et les organisations syndicales CGT, MODEF, FORCE OUVRIERE, FSU et Solidaires.

## A Saint-Etienne (42)

La manifestation contre la loi "sécurité globale " a réuni plusieurs centaines de participants, sous la pluie, avec une forte proportion de jeunes. La Libre Pensée et la LDH avaient diffusé un appel commun à la manifestation qui a débuté par des prises de parole place Jules Ferry puis est descendue jusqu'à la place Jean Jaurès.



## A Nantes et Saint-Nazaire (44)

Détruire la liberté, abolir la vérité et le raisonnement, supprimer ou réécrire l'histoire, propager la haine, oublier la notion de citoyen, telle est la marche vers la dictature que le capitalisme en crise aigüe de décomposition tente de nous imposer aujourd'hui et que certains appellent les dérives sécuritaires. La Libre Pensée était présente aux côtés des organisations syndicales

### Les Chartes de la laïcité ont du plomb dans l'aile

Entendu à l'Assemblée nationale : M. Éric Poulliat, rapporteur : « Pour être attaché, comme beaucoup d'entre vous, à la laïcité, je vais prendre un peu de temps pour vous répondre, ne voulant pas donner le sentiment que j'expédie le sujet. La laïcité, selon la définition communément admise, impose le respect de toutes les croyances et l'égalité des citoyens sans distinction de religion, le libre exercice des cultes et la liberté de conscience, ainsi que la neutralité de l'État et des services publics par extension. Dès lors, si l'on intègre la notion de laïcité dans le contrat d'engagement

républicain, cela veut dire que l'on confie un devoir de neutralité à toutes les associations. Or elles n'ont pas de raison d'être soumises à un tel devoir, à partir du moment où elles n'exercent pas une mission de service public. Ainsi, on pourrait s'entendre en ne considérant qu'une partie de la définition. Mais la laïcité, c'est tout l'ensemble. Il faut continuer à la défendre et à l'inclure partout où l'on peut, mais dans ce cas précis on fait entrer une notion de neutralité, soit de laïcisation du monde associatif, qui ne me paraît pas appropriée. Avis défavorable. »

## A Reims (51)

De 200 à 250 manifestants dont une majorité de jeunes qui ont défilés dans Reims malgré le fait que cette manifestation est été reportée de 14H à 15H par la sous-préfecture, 2 jours avant sa tenue ! De nombreuses prises de paroles (dont la Libre Pensée) ont eu lieu au micro de la voiture sono au début et en cours de manifestation.



## A Nevers (58)

Après déjà plusieurs manifestations en fin d'année dernière contre le projet de loi sur la sécurité globale, une nouvelle mobilisation est prévue à Nevers samedi 30 janvier, à 10 h 30, de la place Carnot à la préfecture. L'appel des syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires, du PCF, de la France insoumise, du Mouvement de la paix, de la Libre Pensée et d'ANV Cop21, ajoute à ses revendications le retrait « des décrets sur le fichage des militants », fichage élargi en décembre au nom de la « sûreté de l'Etat », et en particulier de la lutte contre le terrorisme.

## A Clermont-Ferrand (63)



## A Tarbes (65)

La Libre Pensée 65 a participé, es qualité, à l'appel de la coordination départementale "Stop Loi Sécurité Globale" et au rassemblement de Tarbes, le samedi 30 janvier 2021 à 11h00, place du marché Brauhauban et à la marche (malgré une très mauvaise météo) qui a suivie (une centaine de personnes, d'après la presse locale).

## A Perpignan (66)

Cette manifestation était un peu singulière en ce sens que l'Observatoire dit des Libertés avait omis la Libre Pensée 66 dans les appelants à la manifestation ; on se demande pourquoi puisqu'ils ont omis de faire part à la presse locale de l'initiative de la Coordination 66 qui réunit, en toute indépendance, le dit Observatoire et le collectif que nous avons mis sur pied qui avait organisé les premières manifestations à Perpignan avec autant de succès que celles appelées par la Coordination. Quoi qu'il en soit, il y a eu à peu près le même nombre de participants que lors des autres manifestations (autour de 150 à 200 personnes). Nous avons fait un Tract de la belle tribune du Monde et que nous avons distribué massivement. Nos documents sont de plus en plus appréciés et nous avons de bonnes réponses.



parcours que la préfète voulait nous imposer ! On était environ 500 dans bonne ambiance : retrait total de toutes les lois liberticides.

## A Strasbourg (67)

Manifestation déclarée et organisée par une quinzaine d'organisations, dont la Libre Pensée du Bas-Rhin. La préfète nous a interdite par arrêté préfectoral jeudi après-midi le centre-ville. Mais nous avons pu prendre le parcours que nous avons choisi et non le



## A Lyon (69)

La Libre Pensée du Rhône était présente à la "Marche des libertés" qui a eu lieu à Lyon le samedi 30 janvier contre les mesures liberticides en préparation. Ce sont quelque 2 000 personnes qui ont défilé de la place Liautey (6e) à la place Bellecour, malgré la pluie. Contrairement à la marche du 16 janvier qui avait été interrompue à mi-parcours par les forces de l'ordre, celle du 30 s'est déroulée calmement. On notait la présence de nombreux jeunes dans une ambiance souvent "festive".

## A Chalons et à Macon (71)



## A Chambéry (73)

300 manifestants ont bravé la pluie diluvienne ce samedi 30 janvier. une centaine de tracts ont été diffusés par une dizaine de libres penseurs





## A Annecy (74)

En écho au rassemblement organisé à Paris, et après la mobilisation du 16 janvier à Annecy, un nouvel appel à manifester a été lancé ce samedi 30 janvier lancé par le Collectif d'associations 74 (Ligue des Droits de l'homme 74, Librinfo, ATTAC 74, Solidaires, FSU 74, Libre Pensée...). Sous une pluie battante, une centaine de personnes se sont rassemblées devant la préfecture à 14 heures, décidant finalement de ne pas défiler dans les rues d'Annecy, mais annonçant leur intention de continuer à manifester contre des lois qu'ils jugent liberticides. Ils réclament notamment l'abandon total du projet de loi Sécurité globale

et le retrait du Schéma national du maintien de l'ordre.

## A Paris (75)



## A Dieppe (76)



## A Niort (79)

Près de 120 personnes se sont réunies devant la permanence de Jean-Marie Fiévet, à Bressuire, à l'appel de la CGT, FO, FSU, Sud, la Ligue des droits de l'homme, Amnesty international et l'Arddib, rejoints par des partisans du Parti communiste, de la France Insoumise, de Solidaire et la Libre Pensée 79.



### A Avignon (84)

Devant la mairie où s'est tenu le rassemblement qui a remplacé la manifestation prévue. Ont pris successivement la parole : Solidaires 84, la Libre Pensée, le comité local de résistance et de reconquête, l'UD FO, la FSU, un membre de la CGT.



### A Fontenay-le-Comte et à la Roche-sur-Yon (85)

Nous étions une centaine cet après-midi à Fontenay-le-Comte (Vendée). A la fin de la manifestation, nous avons attaché les revendications aux grilles de la mairie.



### A Poitiers (86)

### A Auxerre (89)



## PARTOUT EN FRANCE : FÊTES ET RASSEMBLEMENTS POUR LES LIBERTÉS FACE AU GOUVERNEMENT

Samedi 30 janvier la Coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale a appelé à des rassemblements pour les libertés dans toute la France, contre la loi « Sécurité globale », le fichage et les violences policières. Pari réussi contre vents, pluies et marées : 60 marches et rassemblements ont été dénombrés (1). A Paris, ils et elles étaient plusieurs milliers à danser et proclamer leurs libertés, place de la République. A Lyon, Nantes, Montpellier, Toulouse, Lille, Marseille, Clermont-Ferrand, Toulon, Saint-Malo, Caen, Nyons, Aubenas, Vienne, Annecy, Annonay... ce sont au total plusieurs dizaines de milliers de manifestant-es qui se sont mobilisé-es dans le calme et sans violences.



Partout, une grande jeunesse, une même détermination, un enracinement renouvelé,  
et la même fougue : l'appel des libertés.

A Paris, entre des sets d'Acid Arab, de Kiddy Smile, et des sound-systems, la défense des libertés fondamentales, le droit à la création, l'article 18 en germe dans la loi dite « Séparatismes », et la dénonciation de l'impunité des violences policières étaient alternés dans les prises de parole. Se sont succédé Emmanuel Vire (SNJ-CGT), Arié Alimi (Ligue des droits de l'Homme), Mélanie Ngoye Gaham (Les Mutilé-e-s pour l'exemple), Denis Gravouil (CGT Spectacle), Omblin (Techno +), Vincent Lanier (SNJ), Murielle Guilbert (Solidaires), Benoît Piédallu (La Quadrature du Net), Frédéric Viale (Non aux JO 2024), Landry Lorougnon (Comité Justice Pour Gaye. Camara), Fatou Dieng (Comité Vérité et justice pour Lamine Dieng, collectif Vies volées), Raphaël Kempf (Legal Team), Annick Coupé (Attac), des membres de l'Association Home Cinéma (La Clef Revival), Maryam Pougetoux (vice-présidente de l'Unef), Samuel Churin (Coordination des intermittents et précaires), Clément Schneider et Laure Vermeersch (ACID) et Ancelin (Comité de soutien aux inculpés de la Maskarade).

Vers 16 h, le rassemblement de la coordination était rejoint par le cortège des Gilets jaunes, qui s'était élancé deux heures plutôt place de la Nation, malgré la repression policière qui s'y est encore exprimée. Trois camions de sound-systems ont, comme le 16

janvier, été bloqués par la préfecture de police de Paris qui avait pris un arrêté visant à empêcher les camions de passer pour entraver le bon déroulement du rassemblement. Enfin, l'évacuation brutale de la place de la République en quelques minutes ne laissait aucun doute : la fête et la contestation devaient disparaître !

Ces intimidations répétées n'affaibliront pas notre détermination à poursuivre notre mobilisation dans les semaines à venir, sans attendre le débat sénatorial sur la loi « Sécurité Globale » qui doit se tenir à la mi-mars. D'ici là, la coordination prendra d'autres initiatives. Elle continue à s'élargir pour défendre nos libertés, toutes nos libertés.

La coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale fédère plus de 80

organisations implantées dans toute la France : syndicats, sociétés, collectifs, associations de journalistes et de réalisateur-ices, confédérations syndicales, associations, organisations de défense de droits humains, comités de familles de victimes de violences policières, collectifs de quartiers populaires, d'exilé-es, de blessés, de Gilets jaunes, et soutenue par des teufeurs, des acteur-ices du monde culturel et de la fête, et des représentant-es du monde LGBT.

